

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL

PROGRAMME 220

RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT

DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

STATISTIQUES ET ÉTUDES ÉCONOMIQUES



PROGRAMME 220
Statistiques et études économiques

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Jean-Luc TAVERNIER

Directeur général de l'Insee

Responsable du programme n° 220 : Statistiques et études économiques

Le programme 220 couvre les activités de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Afin d'éclairer le débat économique et social, l'Insee collecte, produit, analyse et diffuse des informations socio-économiques : recensement de la population, enquêtes auprès des ménages et des entreprises. Il produit des études indispensables à l'analyse des situations macroéconomique, démographique et sociale. Ces informations intéressent les pouvoirs publics, les administrations, les partenaires sociaux, les entreprises, mais aussi les médias, les enseignants, les chercheurs ainsi que les particuliers. Elles leur permettent d'enrichir leurs connaissances, d'effectuer des études et des prévisions et de prendre des décisions.

L'Insee coordonne les travaux des services statistiques ministériels et contribue, en lien avec Eurostat et avec ses homologues de l'Union européenne, à la production de statistiques européennes harmonisées.

Outre la combinaison originale de production statistique et de réalisation d'études au plus près des données, l'Insee se distingue de ses homologues étrangers par le rôle structurant dans l'activité de l'Insee de la tenue des registres nécessaires à la vie économique, sociale et démocratique : le répertoire Sirene, la partie française du système d'identifiant unique mondial des entités économiques (LEI), le fichier répertoire électoral unique (REU) et le répertoire national d'identification des personnes physiques. Ces activités ont un rôle croissant dans la transformation numérique de l'action publique. Ainsi, le service France Connect s'appuie sur le répertoire national d'identification des personnes physiques pour assurer l'authentification de tous les usagers qui l'utilisent dans leurs démarches administratives.

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'Insee avait montré sa capacité à faire face aux nouveaux enjeux avec réactivité, notamment à travers l'utilisation de nouvelles sources de données comme les transactions par carte bancaire ou les données de téléphonie mobile, couplées à de nouvelles méthodes telles que le nowcasting consistant à produire des statistiques relatives à la situation actuelle, telles que celles sur l'évolution de la situation économique française en temps réel, la répartition de la population présente sur l'ensemble du territoire national et l'évolution du taux de mortalité dans le cadre de la crise sanitaire.

En 2022, la crise sanitaire s'est estompée, mais une nouvelle crise, géopolitique et économique a demandé à l'Insee d'adapter son appareil d'analyse conjoncturelle et son système d'observation pour suivre la transmission des prix de l'énergie et d'autres matières premières aux prix au détail, les difficultés d'approvisionnement de l'économie, et en aval, les marges des entreprises, les conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages ou encore la situation des personnes les plus précaires. Parallèlement, la situation internationale a conduit l'Insee à investir et encore accroître sa vigilance pour mieux faire face aux risques auxquels est exposé son système d'information.

Les difficultés de la période n'ont pas interrompu les chantiers de transformation de l'Insee et notamment, la dématérialisation des enquêtes, que ce soit auprès des ménages ou auprès des entreprises, qui permet d'alléger la charge de réponse des enquêtés et de réduire les coûts des enquêtes. Des délais de production et diffusion de certains indicateurs ont été réduits : en 2022 cela concerne notamment l'indice de production industrielle et les index BTP.

Dans le cadre de la présidence de l'Union européenne, que la France a assurée au premier semestre de 2022, l'Insee a présidé les formations statistiques du Conseil européen. Cette présidence a permis de faire progresser la réflexion sur l'évolution de la loi statistique européenne (le « règlement 223 » de 2009) et de conclure un compromis avec le Parlement européen sur un règlement afférent aux statistiques agricoles.

2022 est aussi la dernière année du contrat pluriannuel signé en 2019 avec la direction du Budget et le secrétariat général des ministères économiques et financiers. Ce contrat a offert à l'Insee un cadre pluriannuel stable fixant des objectifs et des moyens, permettant à l'Institut d'engager dans la durée ses projets de modernisation.

Le contrat définit trois grands projets stratégiques déclinés en six projets de transformation, dont les réalisations par l'Insee sont suivies au travers de jalons. Au terme de ce contrat, un seul jalon n'a été que partiellement atteint.

- Moderniser les enquêtes auprès des ménages et les enquêtes sur les prix à la consommation

Tous les objectifs prévus par le contrat ont été atteints, qu'ils portent sur la refonte de l'enquête emploi avec la possibilité de répondre par Internet, sur l'utilisation de données de caisse pour la production de l'indice des prix à la consommation ou sur la mise en œuvre de tirages d'échantillons dans de nouvelles zones de collecte pour les enquêtes auprès des ménages. Ainsi, en 2022, l'échantillon de deux enquêtes apériodiques (Autonomie et Formation tout au long de la vie) a été tiré dans les nouvelles zones d'enquêtes conformément au jalon du contrat.

- Innover et dématérialiser pour construire les statistiques d'entreprises :

- La réorganisation des activités de gestion des enquêtes tourisme a été conduite dans les délais prescrits par le contrat, traduisant les gains de productivité permis par la dématérialisation des enquêtes tourisme et la mise en place d'une nouvelle application de gestion.
- Le programme Sirene 4 de modernisation de la gestion du répertoire Sirene n'a pas complètement abouti en 2022. L'Insee est bien capable de traiter les formalités de création d'entreprises transmises par le guichet unique mais a été conduit à revoir les traitements initialement prévus et à réévaluer la charge de développements pour tenir compte de la révision de l'architecture globale du projet de guichet unique, notamment du circuit de validation des déclarations. Le processus de modernisation n'est donc pas achevé fin 2022.

- Faire parler les chiffres et aller au-devant de tous les publics :

L'ambition de l'Insee est d'éclairer le débat économique et social et d'être une référence en la matière. L'enjeu principal est de consolider son image dans une société où la circulation de fausses informations nourrit la défiance vis-à-vis des statistiques officielles et, par voie de conséquence, de leurs producteurs. La période récente s'est caractérisée par des innovations marquantes dans le domaine de la diffusion et de la communication afin d'élargir les publics de l'Institut et de mieux répondre à leurs attentes : le « blog de l'Insee » qui, à travers une plus grande liberté de ton, permet de faire connaître ses travaux au-delà de ses utilisateurs usuels, l'application « Insee Mobile » qui a atteint 100 000 téléchargements, l'intensification de la datavisualisation. L'Insee veille à ce que sa communication permette aux citoyens les plus jeunes de s'approprier ses productions. Après avoir déployé cette démarche vers l'enseignement secondaire, l'institut a investi le champ des webconférences et a réalisé en 2022 des vidéos relatives à l'indice des prix à la consommation en lien avec Datagora et largement diffusées sur YouTube, LinkedIn, Twitter ou sur le site de Datagora. Par ailleurs, l'accessibilité du site insee.fr aux personnes souffrant d'un handicap a nettement progressé.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Respecter les engagements de la France par rapport à l'Europe en termes de délais de diffusion des résultats économiques

INDICATEUR 1.1 : Nombre de jours de retard cumulés entre les dates de diffusion et les dates prévues dans les engagements européens

OBJECTIF 2 : Développer la dématérialisation des enquêtes, dans le but d'alléger la charge de réponse des enquêtés, de gagner en qualité et de réduire les coûts

INDICATEUR 2.1 : Dématérialisation des enquêtes

OBJECTIF 3 : Faire parler les chiffres de l'Insee et aller au-devant de tous les publics

INDICATEUR 3.1 : Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Respecter les engagements de la France par rapport à l'Europe en termes de délais de diffusion des résultats économiques

INDICATEUR

1.1 – Nombre de jours de retard cumulés entre les dates de diffusion et les dates prévues dans les engagements européens

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Diffusion des comptes trimestriels | jours | 0 | 28 | 0 | 0 | 0 |
| Diffusion des indices économiques conjoncturels | jours | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Commentaires techniques

Les indices économiques conjoncturels pris en compte pour le second sous-indicateur sont les suivants : indice de la production industrielle, indice de chiffre d'affaires dans l'industrie, indice de chiffre d'affaires dans le commerce de détail, indice de chiffre d'affaires dans le commerce de gros et les services, indices des prix à la production dans l'industrie.

Sources des données :

- Insee-fichiers de résultats,
- publication des *Informations rapides* sur le site Internet de l'Insee (livraisons),
- publication des communiqués de presse d'Eurostat. Délais dans les règlements et plan d'action de l'Union économique et monétaire (UEM).

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'indicateur traduit les engagements de rapidité dans la diffusion de données économiques à Eurostat. Il s'agit de résultats de comptabilité nationale et d'indices économiques conjoncturels.

En 2022, l'ensemble des tables des comptes trimestriels a pu être diffusé aux dates requises par les engagements auprès d'Eurostat, malgré la modification complète du processus de production et de diffusion des comptes dans le cadre de la refonte des outils informatiques des comptes trimestriels.

Les engagements ont aussi été respectés en matière de diffusion des indices économiques conjoncturels. Le strict respect des dates de publication reste la cible pour l'année en cours.

OBJECTIF

2 – Développer la dématérialisation des enquêtes, dans le but d'alléger la charge de réponse des enquêtés, de gagner en qualité et de réduire les coûts

INDICATEUR

2.1 – Dématérialisation des enquêtes

(du point de vue de l'utilisateur)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Taux de réponse par Internet au recensement de la population | % | 54 | Sans objet | 57 | 63 | 58 |
| Pourcentage d'enquêtes auprès des entreprises (Insee ou SSM) utilisant le dispositif Coltrane | % | 85 | 91 | 92 | 92 | 93 |
| Pourcentage de ménages interrogés à qui on propose le mode de collecte internet pour répondre à une des enquêtes pérennes de l'Insee | % | Non déterminé | 62 | 67 | 64 | 66 |

Commentaires techniques

Le 1^{er} sous-indicateur concerne le taux de réponse par Internet pour les résidences principales (RP). Le numérateur est le nombre de résidences principales collectées par internet. Le dénominateur est le nombre total de résidences principales devant être recensées (nombre de RP collectées par internet + nombre de RP collectées papier + nombre de feuilles de logements non enquêtés). À noter que l'enquête de recensement de 2021 n'a pas été réalisée sauf à Mayotte compte tenu de la crise sanitaire (art. 17 de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire). La cible porte désormais sur le champ France entière y compris Mayotte à partir de 2022.

Le 2^e sous-indicateur est le nombre cumulé d'enquêtes auprès des entreprises utilisant la plate-forme de collecte Coltrane rapporté au nombre d'enquêtes ayant un visa du CNIS dont la collecte a débuté en année N et qui pourraient faire l'objet d'une collecte via Coltrane

Le 3^e sous-indicateur concerne l'ensemble des ménages de métropole ou des Dom interrogés pour une enquête pérenne figurant au programme des enquêtes ménages de l'Insee une année donnée (y compris pilotes, hors tests). Le numérateur est le nombre total de ménages interrogés pour une enquête pérenne pour laquelle un mode de réponse par internet est proposé, et dont la collecte débute sur le terrain dans le courant de l'année N. Le dénominateur est le nombre de ménages interrogés par une enquête pérenne dont la collecte débute dans le courant de l'année N.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de réponse au recensement par Internet n'a cessé de se développer à chaque nouvelle campagne (celle de 2021 ayant été reportée pour cause de crise sanitaire). En 2022, 63 % des ménages concernés auront répondu par internet, ce qui représente 70 % des individus recensés. Ce niveau exceptionnellement élevé est la conséquence de la généralisation d'un nouveau protocole de collecte sans rencontrer l'agent recenseur permettant un accroissement de la réponse en ligne. Il résulte aussi du contexte sanitaire qui incitait à la distanciation sociale et à la réponse par internet.

Le pourcentage d'enquêtes auprès des entreprises (Insee ou SSM) utilisant le dispositif Coltrane, c'est-à-dire la plateforme permettant la réponse en ligne, dépend du programme définitif des enquêtes susceptibles d'être collectées via Coltrane. En 2022, ce taux reste très élevé, à 92 %. De nouvelles enquêtes ont été intégrées : les enquêtes Sous-traitance et Associations de l'Insee, et l'enquête Moyens consacrés à la recherche et développement du SIES.

Concernant **le pourcentage de ménages interrogés à qui on propose le mode de collecte internet** pour répondre à une des enquêtes pérennes de l'Insee, la proportion progresse en 2022 pour atteindre 64 %. L'écart à la cible traduit essentiellement la consolidation de la taille des échantillons des différentes enquêtes, qui s'ajuste au cours du temps et dont dépend par construction l'indicateur. L'Insee développe par ailleurs l'utilisation d'internet pour les enquêtes qui ne sont pas réalisées chaque année, comme l'enquête Logement et qui ne sont donc pas prises en compte dans l'indicateur.

OBJECTIF**3 – Faire parler les chiffres de l'Insee et aller au-devant de tous les publics****INDICATEUR****3.1 – Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr**

(du point de vue de l'utilisateur)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr | % | 88 | 90 | seuil de 86 % dépassé | 86% | seuil de 88 % dépassé |

Commentaires techniques

L'indicateur mesure le dépassement ou non d'un seuil de répondants « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec la proposition « L'Insee est un organisme qui produit et diffuse des informations indispensables à l'analyse de la situation économique et sociale de la France ».

Sources des données : Résultat de l'enquête « Image » réalisée chaque année auprès d'au moins 4 000 visiteurs du site « insee.fr ».

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'Insee produit et diffuse des informations indispensables à l'analyse de la situation économique et sociale de la France et qui visent à répondre au mieux aux attentes des utilisateurs. Pour mesurer l'atteinte de cet objectif, l'Insee s'appuie sur les résultats d'une enquête qu'il réalise chaque année afin d'analyser son image auprès des visiteurs sur son site internet et, ainsi, apprécier les services rendus via sa diffusion numérique.

L'enjeu pour l'Insee de maintenir un haut niveau d'appréciation est d'autant plus fort, alors que des évolutions technologiques majeures bouleversent la façon dont l'information est produite et diffusée et où les attentes ne cessent de croître.

Dans le contexte difficile de poursuite de la crise sanitaire, puis de la guerre en Ukraine, l'Insee s'est employé en 2022 à maintenir la diversité et la qualité de ses productions, mais aussi à éclairer les impacts démographiques, économiques et sociaux de ces événements majeurs en recourant notamment à des innovations et en adaptant son dispositif de production.

L'indicateur mesurant la pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs de son site s'établit à 86 % en 2022, au niveau de la cible mais en légère décroissance par rapport aux années précédentes. L'année 2022 a été marquée par le cumul de deux périodes de réserve, relatives aux élections législatives et présidentielles. Pendant 7 semaines au total, les publications de l'Insee se sont limitées aux indicateurs conjoncturels et ses experts ne sont pas intervenus dans les médias. Le nombre de répondants qui déclarent ne pas connaître l'Insee s'est ainsi accru (5 % contre moins de 2 % les années précédentes). Or, la majorité des répondants ne connaissant pas l'Insee n'exprime pas une opinion favorable.

Présentation des crédits

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--------------------------|---|
| | | | | | | |
| 01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes | 101 596 735 108 644 709 | 5 968 923 8 938 751 | | 47 393 | 23 243 781 22 281 456 | 132 866 871 |
| 06 – Action régionale | 48 203 216 44 356 101 | 916 571 1 157 824 | | | 13 000 | 49 309 406 |
| 08 – Information économique, démographique et sociale | 114 584 966 114 536 000 | 4 508 317 5 055 825 | | 26 400 | | 121 146 232 |
| 09 – Pilotage, soutien et formation initiale | 104 228 885 104 368 381 | 29 209 636 34 455 559 | | 904 748 | 22 000 | 136 938 521 |
| Total des AE prévues en LFI | 368 613 802 | 40 603 447 | 0 | 23 243 781 | 432 461 030 | 440 261 030 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | +1 406 086 | | +5 607 654 (hors titre 2) | | | +7 013 740 |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +2 489 006 | | +9 287 668 (hors titre 2) | | | +11 776 674 |
| Total des AE ouvertes | 372 508 894 | | 78 742 551 (hors titre 2) | | | 451 251 444 |
| Total des AE consommées | 371 905 191 | 49 607 959 | 978 540 | 22 316 456 | 444 808 146 | |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--------------------------|---|
| | | | | | | |
| 01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes | 101 596 735 108 644 709 | 5 709 242 10 128 928 | | | 23 243 781 22 185 707 | 132 607 190 |
| 06 – Action régionale | 48 203 216 44 356 101 | 916 268 1 199 533 | | | 13 000 | 49 309 103 |
| 08 – Information économique, démographique et sociale | 114 584 966 114 536 000 | 4 515 657 4 878 825 | | 66 240 | | 121 153 572 |
| 09 – Pilotage, soutien et formation initiale | 104 228 885 104 368 381 | 32 332 274 33 997 390 | | 1 445 598 | 22 000 | 140 061 159 |
| Total des CP prévus en LFI | 368 613 802 | 43 473 441 | 0 | 23 243 781 | 435 331 024 | 443 131 024 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | +1 406 086 | | +5 607 654 (hors titre 2) | | | +7 013 740 |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +2 489 006 | | +5 266 234 (hors titre 2) | | | +7 755 240 |
| Total des CP ouverts | 372 508 894 | | 77 591 110 (hors titre 2) | | | 450 100 004 |
| Total des CP consommés | 371 905 191 | 50 204 676 | 1 511 838 | 22 220 707 | 445 842 412 | |

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|---|----------------------------|
| | | | | | | |
| 01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes | 101 534 041 108 101 116 | 8 472 238 7 252 312 | | 5 258 781 124 340 | 115 265 060 | 117 322 596 115 477 768 |
| 06 – Action régionale | 48 274 858 44 435 562 | 687 487 1 595 717 | | 10 000 | 48 962 345 | 49 152 314 46 041 279 |
| 08 – Information économique, démographique et sociale | 114 313 953 111 097 180 | 5 215 069 3 655 856 | 77 760 | | 119 529 022 | 121 581 517 114 830 796 |
| 09 – Pilotage, soutien et formation initiale | 104 867 520 103 747 390 | 31 407 242 37 892 256 | 4 528 021 4 750 266 | 22 000 | 140 802 783 | 144 302 783 146 411 911 |
| Total des AE prévues en LFI | 368 990 372 | 45 782 036 | 4 528 021 | 5 258 781 | 424 559 210 | 432 359 210 |
| Total des AE consommées | 367 381 247 | 50 396 141 | 4 828 026 | 156 340 | | 422 761 753 |

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|---|----------------------------|
| | | | | | | |
| 01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes | 101 534 041 108 101 116 | 7 900 960 7 009 455 | | 5 258 781 124 340 | 114 693 782 | 116 751 318 115 234 911 |
| 06 – Action régionale | 48 274 858 44 435 562 | 646 595 1 247 314 | | 10 000 | 48 921 453 | 49 111 422 45 692 876 |
| 08 – Information économique, démographique et sociale | 114 313 953 111 097 180 | 3 515 492 4 059 894 | 33 600 | | 117 829 445 | 119 881 940 115 190 673 |
| 09 – Pilotage, soutien et formation initiale | 104 867 520 103 747 390 | 29 142 508 33 803 621 | 4 502 193 4 157 226 | 17 750 | 138 512 221 | 142 012 221 141 725 987 |
| Total des CP prévus en LFI | 368 990 372 | 41 205 555 | 4 502 193 | 5 258 781 | 419 956 901 | 427 756 901 |
| Total des CP consommés | 367 381 247 | 46 120 284 | 4 190 826 | 152 090 | | 417 844 447 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2021 | Ouvertes en 2022 | Consommées* en 2022 | Consommés* en 2021 | Ouverts en 2022 | Consommés* en 2022 |
| Titre 2 – Dépenses de personnel | 367 381 247 | 368 613 802 | 371 905 191 | 367 381 247 | 368 613 802 | 371 905 191 |
| Rémunérations d'activité | 233 736 892 | 234 887 619 | 235 681 848 | 233 736 892 | 234 887 619 | 235 681 848 |
| Cotisations et contributions sociales | 131 705 151 | 132 117 443 | 133 571 490 | 131 705 151 | 132 117 443 | 133 571 490 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 1 939 204 | 1 608 740 | 2 651 852 | 1 939 204 | 1 608 740 | 2 651 852 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 50 396 141 | 40 603 447 | 49 607 959 | 46 120 284 | 43 473 441 | 50 204 676 |

Statistiques et études économiques

Programme n° 220 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Consommées* en 2021 | Ouvertes en 2022 | Consommées* en 2022 | Consommés* en 2021 | Ouverts en 2022 | Consommés* en 2022 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 50 285 853 | 40 603 447 | 49 610 459 | 46 009 996 | 43 473 441 | 50 207 176 |
| Subventions pour charges de service public | 110 287 | 0 | -2 500 | 110 287 | 0 | -2 500 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 4 828 026 | 0 | 978 540 | 4 190 826 | 0 | 1 511 838 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 4 750 266 | 0 | 904 748 | 4 157 226 | 0 | 1 445 598 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 77 760 | 0 | 73 793 | 33 600 | 0 | 66 240 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 156 340 | 23 243 781 | 22 316 456 | 152 090 | 23 243 781 | 22 220 707 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 109 096 | 23 243 781 | 22 262 712 | 109 096 | 23 243 781 | 22 166 963 |
| Transferts aux autres collectivités | 47 244 | 0 | 53 744 | 42 994 | 0 | 53 744 |
| Total hors FdC et AdP | | 432 461 030 | | | 435 331 024 | |
| Ouvertures et annulations* en titre 2 | | +3 895 092 | | | +3 895 092 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +14 895 323 | | | +10 873 888 | |
| Total* | 422 761 753 | 451 251 444 | 444 808 146 | 417 844 447 | 450 100 004 | 445 842 412 |

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------|---------------------|--------------------------|------------------|
| | Ouvertes en 2021 | Prévues en LFI pour 2022 | Ouvertes en 2022 | Ouverts en 2021 | Prévues en LFI pour 2022 | Ouverts en 2022 |
| Dépenses de personnel | 1 577 563 | 800 000 | 1 406 086 | 1 577 563 | 800 000 | 1 406 086 |
| Autres natures de dépenses | 6 387 933 | 7 000 000 | 5 607 654 | 6 387 933 | 7 000 000 | 5 607 654 |
| Total | 7 965 496 | 7 800 000 | 7 013 740 | 7 965 496 | 7 800 000 | 7 013 740 |

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2022 | | 823 185 | | 823 185 | | | | |
| 03/2022 | | 327 272 | | 327 272 | | | | |
| 04/2022 | | 45 148 | | 45 148 | | | | |
| 05/2022 | | 620 808 | | 620 808 | | | | |
| 06/2022 | | 55 658 | | 55 658 | | | | |
| 07/2022 | | 380 392 | | 380 392 | | | | |

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 08/2022 | | 1 008 689 | | 1 008 689 | | | | |
| 09/2022 | | 1 700 | | 1 700 | | | | |
| 10/2022 | | 313 148 | | 313 148 | | | | |
| 11/2022 | | 33 108 | | 33 108 | | | | |
| 12/2022 | | 874 668 | | 874 668 | | | | |
| 01/2023 | | 432 284 | | 432 284 | | | | |
| Total | | 4 916 059 | | 4 916 059 | | | | |

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2022 | 108 636 | 294 169 | 108 636 | 294 169 | | | | |
| 03/2022 | 107 844 | 32 213 | 107 844 | 32 213 | | | | |
| 05/2022 | 111 906 | 40 218 | 111 906 | 40 218 | | | | |
| 07/2022 | 466 304 | 122 772 | 466 304 | 122 772 | | | | |
| 08/2022 | 195 657 | 76 089 | 195 657 | 76 089 | | | | |
| 10/2022 | 85 453 | 25 525 | 85 453 | 25 525 | | | | |
| 12/2022 | 345 472 | 105 145 | 345 472 | 105 145 | | | | |
| Total | 1 421 272 | 696 131 | 1 421 272 | 696 131 | | | | |

ARRÊTÉS DE RÉPARTITION POUR MESURES GÉNÉRALES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 25/10/2022 | 861 160 | | 861 160 | | | | | |
| 06/12/2022 | 1 212 782 | | 1 212 782 | | | | | |
| Total | 2 073 942 | | 2 073 942 | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 25/01/2022 | | 288 677 | | | | | | |
| Total | | 288 677 | | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 01/02/2022 | 334 723 | 806 361 | 334 723 | 1 477 557 | | | | |
| Total | 334 723 | 806 361 | 334 723 | 1 477 557 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 17/03/2022 | | 758 650 | | 5 255 882 | | | | |
| Total | | 758 650 | | 5 255 882 | | | | |

DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 14/12/2022 | | | | | 15 186 | 4 536 | 15 186 | 4 536 |
| Total | | | | | 15 186 | 4 536 | 15 186 | 4 536 |

DÉCRETS D'AVANCE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 07/04/2022 | | | | | | 1 637 714 | | 1 637 714 |
| Total | | | | | | 1 637 714 | | 1 637 714 |

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2022 | | | | | | 172 172 | | 172 172 |
| 02/12/2022 | 80 341 | | 80 341 | | | | | |
| Total | 80 341 | | 80 341 | | | 172 172 | | 172 172 |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2022 | | | | 651 284 | | | 119 916 | |
| 05/12/2022 | | 55 200 | | 55 200 | | | | |
| Total | | 55 200 | | 706 484 | | | 119 916 | |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 16/08/2022 | | 1 637 714 | | 1 637 714 | | | | |
| 01/12/2022 | | 7 670 868 | | | | | | 2 001 517 |
| Total | | 9 308 582 | | 1 637 714 | | | | 2 001 517 |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | 3 910 278 | 16 829 661 | 3 910 278 | 14 689 828 | 15 186 | 1 934 338 | 15 186 | 3 815 939 |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------|----------------------------|---------------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes | 101 596 735 108 644 709 | 29 212 704 31 267 599 | 132 866 871 139 912 308 | 101 596 735 108 644 709 | 28 953 023 32 314 635 | 132 607 190 140 959 344 |
| 06 – Action régionale | 48 203 216 44 356 101 | 916 571 1 170 824 | 49 309 406 45 526 925 | 48 203 216 44 356 101 | 916 268 1 212 533 | 49 309 103 45 568 634 |
| 08 – Information économique, démographique et sociale | 114 584 966 114 536 000 | 4 508 317 5 082 225 | 121 146 232 119 618 225 | 114 584 966 114 536 000 | 4 515 657 4 945 065 | 121 153 572 119 481 064 |
| 09 – Pilotage, soutien et formation initiale | 104 228 885 104 368 381 | 29 209 636 35 382 306 | 136 938 521 139 750 688 | 104 228 885 104 368 381 | 32 332 274 35 464 989 | 140 061 159 139 833 370 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 368 613 802 | 63 847 228 | 432 461 030 | 368 613 802 | 66 717 222 | 435 331 024 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | +3 895 092 | +14 895 323 | +18 790 414 | +3 895 092 | +10 873 888 | +14 768 980 |
| Total des crédits ouverts | 372 508 894 | 78 742 551 | 451 251 444 | 372 508 894 | 77 591 110 | 450 100 004 |
| Total des crédits consommés | 371 905 191 | 72 902 955 | 444 808 146 | 371 905 191 | 73 937 222 | 445 842 412 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | +603 703 | +5 839 595 | +6 443 298 | +603 703 | +3 653 889 | +4 257 592 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Les actions n° 01 « Infrastructures Statistiques et missions régaliennes » et n° 08 « Information économique, démographique et sociale » recouvrent les activités de production statistique et d'études à vocation nationale. Ces actions sont influencées par le calendrier d'activités ; ainsi, par exemple, certaines années sont marquées par la réalisation d'enquêtes particulières ou par le recensement quinquennal dans les collectivités d'outre-mer. L'action n° 06 « Action régionale » est orientée vers les acteurs publics en région : la production et les analyses d'informations locales d'une part, les études et collaborations avec les acteurs publics en région, d'autre part. L'action n° 09 « Pilotage, soutien et formation initiale » regroupe l'ensemble des fonctions transversales, dont celles relatives au pilotage stratégique de l'Institut. En outre, certaines activités qui couvrent deux actions ou davantage sont imputées par défaut sur cette même action n° 09. La formation initiale, quant à elle, correspond à la rémunération des élèves fonctionnaires qui suivent leur scolarité initiale au sein d'une des deux écoles du Groupe des Écoles nationales d'Économie et statistique (GENES), l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (l'ENSAE) et l'École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (l'ENSAI).

L'exécution budgétaire de l'année 2022 s'est encore vue perturbée par la crise sanitaire sur les premières semaines avant de rejoindre progressivement la structure de dépenses connue jusqu'en 2019, marquée notamment par le poids important des frais de déplacement et des dépenses liées à l'enquête annuelle de recensement. Les difficultés d'approvisionnement persistantes rencontrées par le secteur du bâtiment continuent d'entraîner des retards dans la réalisation du programme de travaux d'entretien immobilier qui justifient pour partie la sous-exécution constatée, laquelle résulte également de certains rattachements tardifs de recettes.

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|-------------------|--------------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 368 613 802 | 64 030 962 | 432 644 764 | 368 613 802 | 66 900 956 | 435 514 758 |
| Amendements | 0 | -183 734 | -183 734 | 0 | -183 734 | -183 734 |
| LFI | 368 613 802 | 63 847 228 | 432 461 030 | 368 613 802 | 66 717 222 | 435 331 024 |

Le PLF 2022 prévoyait 432,6 M€ en AE et 435,5 M€ en CP (hors fonds de concours et attribution de produits). Un amendement d'un montant de -0,2 M€ en AE et en CP sur le Hors Titre 2 adopté dans le cadre du plan d'achats de l'État a ramené les crédits ouverts par la LFI à 432,5 M€ en AE et 435,3 M€ en CP.

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les mouvements réglementaires affectant les crédits du programme 220 durant l'année 2022 ont été les suivants :

REPORTS DE CRÉDITS

- Arrêté du 25 janvier 2022 portant reports d'autorisations d'engagement affectées non engagées (AENE) de 288 677 € ;
- Arrêté du 1^{er} février 2022 portant reports de fonds de concours de 806 361 € en AE et 1 477 557 € en CP pour le Hors Titre 2 et 334 723 en AE et en CP pour le Titre 2 ;
- Arrêté du 17 mars 2022 portant report de crédits généraux de 758 650 € en AE et 5 255 882 € en CP pour le Hors Titre 2 .

ANNULATION DE CRÉDITS

- Décret du 7 avril 2022 portant annulation de 1 637 714 € en AE et en CP ;
- Loi n° 2022-1499 du 1^{er} décembre 2022 portant annulation de 2,0 M€ en CP en Hors Titre 2 correspondant à la réserve de précaution ;
- Décret du 14 décembre 2022 portant annulation de crédits de fonds de concours de 15 186 € en AE et en CP pour le Titre 2 et de 4 536 € en AE et en CP pour le Hors Titre 2.

OUVERTURE DE CRÉDITS

- Loi du 16 août 2022 portant ouverture de 1 637 714 € en AE et en CP Pour le Hors Titre 2 ;
- Loi n° 2022-1499 du 1^{er} décembre 2022 portant ouverture de 7 670 868 M€ en AE pour le Hors Titre 2.

TRANSFERTS ET VIREMENTS DE CRÉDITS

- Décret n° 2022-935 du 27 juin 2022 portant virement de crédits en Hors Titre 2 :
 - 15 122 € en AE et en CP à destination du programme 343 « Plan France Très Haut Débit » dans le cadre d'un ajustement du Plan d'achat de l'État ;
 - +771 200 € en CP en provenance du programme 134 « Développement des entreprises et régulations » dans le cadre de la reprise par l'Insee de l'enquête « Suivi du tourisme » ;
 - 88 736 € en AE et en CP à destination du programme 302 « Facilitation et sécurisation des échanges » pour l'hébergement de serveurs de l'Insee dans le centre d'Osny ;

-16 058 € en AE et en CP à destination du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » dans le cadre de l'offre de services Cloud Nubo.

- Décret n° 2022-934 du 27 juin 2022 portant transfert de crédits pour le Hors Titre 2 :

-165 439 € en AE et en CP à destination du programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » pour l'hébergement de serveurs de l'Insee dans le centre de Toulouse ;

-6 733 € en AE et en CP à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » pour la participation au réseau interministériel de l'État (RIE).

- Décret n° 2022-1512 du 2 décembre 2022 portant virement de crédits pour le Titre 2 :

+80 341 € en AE et en CP en provenance du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » pour la participation au dispositif des entrepreneurs d'intérêt général.

- Décret n° 2022-1517 du 5 décembre 2022 portant virement de crédits pour le Hors Titre 2 :

+55 200 € en AE et en CP en provenance du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » dans le cadre du projet « Tous acteurs de Bercy-Vert ».

RÉPARTITION DE CRÉDITS :

- Arrêté du 25 octobre 2022 portant répartition de crédits de Titre 2 depuis le programme 551 « Provision relative aux rémunérations publiques » :

+861 160 € en AE et en CP ;

- Arrêté du 6 décembre 2022 portant répartition de crédits de Titre 2 depuis le programme 551 « Provision relative aux rémunérations publiques » :

+1 212 782 € en AE et en CP.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| N° du fonds | Libellé | Crédits rattachés |
|--------------|--|-------------------|
| | | AE=CP |
| 57-2-2-0246 | Rémunération de certains services rendus par l'Insee | 4 869 904 |
| 57-1-4-0249 | Contribution de l'Union Européenne à certaines études ou enquêtes de l'Insee (HT2) | 696 131 |
| 57-1-1-00561 | Contribution de l'Union Européenne à certaines études ou enquêtes de l'Insee (T2) | 1 421 272 |
| 57-1-2-0065 | Participation du FIPHP | 0 |
| 57-2-2-0710 | Produits de cessions de biens immobiliers | 46 155 |
| Total | | 7 033 462 |

Les recettes perçues au titre de l'immatriculation au « Legal Entity Identifier (LEI) dont l'Insee assure la gestion pour la France sont d'un niveau comparable à l'année 2021. Cependant, le niveau des recettes perçues au titre des attributions de produits marque un recul en 2022 (-0,6 M€) qui s'explique essentiellement par la diminution du nombre de conventions payantes signées entre l'Insee et ses partenaires institutionnels.

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 1 843 069 | 1 915 417 | 3 758 486 | 1 843 069 | 2 001 517 | 3 844 586 |
| Surgels | 0 | 1 637 714 | 1 637 714 | 0 | 1 637 714 | 1 637 714 |
| Dégels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Annulations / réserve en cours de gestion | 0 | -1 637 714 | -1 637 714 | 0 | -1 637 714 | -1 637 714 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 1 843 069 | 1 915 417 | 3 758 486 | 1 843 069 | 2 001 517 | 3 844 586 |

Les dotations en LFI du programme 220 pour l'année 2022 ont fait l'objet de mises en réserve à hauteur de 1,9 M€ en AE et 2 M€ en CP (réserve de précaution) pour les crédits Hors Titre 2 et de 1,8 M€ en AE et en CP pour les crédits de Titre 2.

La loi de finances rectificative du 2 décembre 2022 s'est traduite sur le Hors Titre 2 par une autorisation d'engagement supplémentaire de 7,7 M€ et l'annulation de 2,0 M€ en CP correspondant à la totalité de la réserve de précaution.

Aucun mouvement de fongibilité asymétrique n'a eu lieu en 2022.

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Transferts de gestion 2021 | Réalisation 2021 | LFI + LFR 2022 | Transferts de gestion 2022 | Réalisation 2022 | Écart à LFI + LFR 2022 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4)) |
|---------------------|----------------------------|------------------|-----------------|----------------------------|------------------|--|
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (5 - (3 + 4)) |
| 1024 – Catégorie A+ | 0,00 | 344,87 | 348,00 | 0,00 | 343,93 | -4,07 |
| 1025 – Catégorie A | 0,00 | 1 427,79 | 1 250,00 | 0,00 | 1 483,48 | +233,48 |
| 1026 – Catégorie B | 0,00 | 2 081,58 | 1 927,00 | 0,00 | 2 015,18 | +88,18 |
| 1027 – Catégorie C | 0,00 | 1 174,33 | 1 503,00 | 0,00 | 1 117,86 | -385,14 |
| Total | 0,00 | 5 028,57 | 5 028,00 | 0,00 | 4 960,45 | -67,55 |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Mesures de périmètre en LFI | Mesures de transfert en LFI | Corrections techniques | Impact des schémas d'emplois pour 2022 | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022 | dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022 |
|---------------------|-----------------------------|-----------------------------|------------------------|--|--|---|
| | (6) | (7) | (8) | (5-4)-(2-1)-(6+7+8) | | |
| 1024 – Catégorie A+ | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -0,94 | -4,74 | +3,80 |
| 1025 – Catégorie A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | +55,69 | +35,41 | +20,28 |
| 1026 – Catégorie B | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -66,40 | -57,67 | -8,73 |
| 1027 – Catégorie C | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -56,47 | +24,58 | -81,05 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -68,12 | -2,42 | -65,70 |

En LFI 2022, le plafond autorisé d'emplois s'élevait à 5 028 équivalents temps plein travaillés (ETPT).

Au terme de la gestion, la consommation moyenne annuelle du plafond d'emplois s'établit à 4 960,45 ETPT, dont 6,9 % de catégorie A+, 29,9 % de catégorie A, 40,6 % de catégorie B et 22,5 % de catégorie C (incluant les enquêteurs représentant 55,8 % des emplois de cette catégorie).

Cette consommation d'emplois a fait l'objet de retraitements afin de tenir compte des règles particulières de décompte des emplois par Chorus. Ces retraitements ont porté d'une part sur l'affectation par catégorie des consommations hors PSOP et d'autre part sur le rattachement des acomptes.

Le taux de consommation par rapport à la LFI 2022 se situe à 98,6 %. L'écart en emplois de 67,55 ETPT résulte principalement des effets du lissage du schéma d'emplois à réaliser dans le cadre du contrat. Entre 2021 et 2022, l'évolution de la consommation d'emplois à périmètre constant est de -68,12 ETPT et traduit la mise en œuvre du schéma d'emplois 2022 à hauteur de -65,7 ETPT, conjuguée à l'impact en année pleine du schéma d'emplois 2021 pour -2,42 ETPT.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

| Catégorie d'emploi | Sorties | <i>dont départs en retraite</i> | Mois moyen des sorties | Entrées | <i>dont primo recrutements</i> | Mois moyen des entrées | (en ETP) | |
|---------------------|---------------|---------------------------------|------------------------|---------------|--------------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| | | | | | | | Schéma d'emplois Réalisation | Schéma d'emplois Prévision PAP |
| 1024 – Catégorie A+ | 68,50 | 16,00 | 8,68 | 61,20 | 18,00 | 7,42 | -7,30 | 0,00 |
| 1025 – Catégorie A | 129,70 | 38,90 | 8,12 | 157,90 | 60,60 | 7,45 | +28,20 | +25,00 |
| 1026 – Catégorie B | 324,00 | 106,40 | 7,41 | 290,70 | 197,70 | 7,13 | -33,30 | -47,00 |
| 1027 – Catégorie C | 258,30 | 49,90 | 5,60 | 235,30 | 208,10 | 9,01 | -23,00 | -45,00 |
| Total | 780,50 | 211,20 | | 745,10 | 484,40 | | -35,40 | -67,00 |

L'exécution 2022 du schéma d'emplois a été de -35,4 ETP se décomposant comme suit : -7,3 A+, +28,2 A, -33,3 B et -23 C (dont - 5,7 enquêteurs) pour un schéma d'emplois fixé à -67 ETP en loi de finances initiale 2022. Le contrat triennal autorisait le lissage du schéma d'emplois sur la période 2020-2022. Cette sous-exécution de 31,6 ETP en 2022 doit ainsi être lue au regard de la sur-exécution de 2020 (20,8 ETP) et de 2021 (10,5 ETP).

L'évolution des effectifs de l'exercice 2022 est retracée dans les tableaux ci-après :

SORTIES RÉALISÉES EN 2022

| (en ETP) | Catégorie A+ | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | Total |
|---|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Départs en retraite | 16,00 | 38,90 | 106,40 | 49,90 | 211,20 |
| Autres départs définitifs | 0,00 | 26,90 | 191,70 | 192,90 | 411,50 |
| Autres départs | 52,5 | 63,90 | 25,90 | 15,50 | 157,80 |
| Total des sorties | 68,50 | 129,70 | 324,00 | 258,30 | 780,50 |
| <i>dont contractuels</i> | | | | | |
| <i>(par rapport au total des sorties)</i> | 0,00 | 5,60 | 146,7 | 125,00 | 277,30 |

Toutes catégories confondues, 780,5 départs sont intervenus en 2022, dont 211,2 au titre des départs en retraite.

Les autres départs définitifs comprenant les radiations, les décès, les départs hors du programme d'agents d'autres programmes ou d'autres administrations accueillis en détachement ou en mobilité, les démissions d'agents titulaires, les démissions d'agents contractuels, les fins de contrat non suivies d'un renouvellement (qui concernent

majoritairement les enquêteurs, mais également les superviseurs du recensement), et les promotions inter-catégorielles.

Le nombre de départs constatés en 2022 est conforme aux prévisions de départ indiquées dans le PAP 2022 (781 sorties).

Les dates moyennes de sorties sont estimées au 20 août pour les agents de catégorie A+, au 4 août pour les agents de catégorie A, au 12 juillet pour les agents de catégorie B et au 18 mai pour les agents de catégorie C (y compris enquêteurs).

ENTRÉES RÉALISÉES EN 2022

| (en ETP) | Catégorie A+ | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | Total |
|---|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Primo-recrutements | 18,00 | 60,60 | 197,70 | 208,10 | 484,40 |
| Autres entrées | 43,20 | 97,30 | 93,00 | 27,20 | 260,70 |
| Total des entrées | 61,20 | 157,90 | 290,70 | 235,30 | 745,10 |
| <i>dont contractuels (par rapport au total des entrées)</i> | 1,00 | 21,60 | 160,70 | 183,10 | 366,40 |

Les primo-recrutements comprennent les concours externes ou internes (dès lors que les lauréats étaient extérieurs au programme), ainsi que les contrats, qu'ils soient supérieurs ou inférieurs à un an.

Les autres entrées comprenant les accueils en détachement et en position normale d'activité, les retours après situations interruptives (détachement, disponibilité, congé parental, congé de longue durée, ...), les retours de position normale d'activité et les promotions inter-catégorielles.

Pour mémoire, le PAP 2022 prévoyait 714 entrées. In fine, les mouvements réellement intervenus en 2022 s'élèvent à 745,10 ETP, récapitulés ci-dessus. Cet écart résulte de la mise en œuvre du lissage de l'exécution du schéma d'emplois sur la période 2020/2022 autorisée par le contrat triennal.

Les dates moyennes d'entrées sont estimées au 13 juillet pour les agents de catégorie A+, au 14 juillet pour les agents de catégorie A, au 4 juillet pour les agents de catégorie B et au 1^{er} septembre pour les agents de catégorie C (y compris enquêteurs).

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

| Service | Prévision LFI | Réalisation | dont mesures de transfert | dont mesures de périmètre | dont corrections techniques | (en ETPT) | | |
|-------------------------|-----------------|-----------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------|--|--|---|
| | | | | | | Impact des schémas d'emplois pour 2022 | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022 | dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022 |
| Administration centrale | 1 179,00 | 1 071,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -13,22 | -0,47 | -12,75 |
| Services régionaux | 3 709,00 | 3 756,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -54,90 | -1,95 | -52,95 |
| Autres | 140,00 | 132,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 5 028,00 | 4 960,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -68,12 | -2,42 | -65,70 |

Statistiques et études économiques

Programme n° 220 | Justification au premier euro

(en ETP)

| Service | Schéma d'emplois Prévision PAP | ETP au 31/12/2022 Réalisation |
|-------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Administration centrale | -13,00 | 1 396,80 |
| Services régionaux | -54,00 | 3 497,20 |
| Autres | 0,00 | 139,10 |
| Total | -67,00 | 5 033,10 |

Les emplois en administration centrale, qui recouvrent les agents en poste à la direction générale à Montrouge et au centre de formation de l'Insee à Libourne (CEFIL) diminuent de 107,6 ETPT par rapport aux prévisions de la LFI 2022. Les services régionaux, quant à eux, augmentent de 47,50 ETPT. Il convient toutefois de préciser que le Centre statistique de Metz, précédemment rattaché à l'administration centrale, dépend désormais de la direction régionale Grand-Est et, à ce titre, des services régionaux. Les emplois figurant sur la ligne « Autres » qui correspondent aux élèves fonctionnaires scolarisés à l'ENSAE (corps des administrateurs, catégorie A+) et à l'ENSAI (corps des attachés, catégorie A) diminuent de 7,5 ETPT.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI | Réalisation |
|---|-----------------|-----------------|
| | ETPT | ETPT |
| 01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes | 1 441,00 | 1 504,74 |
| 06 – Action régionale | 607,00 | 522,86 |
| 08 – Information économique, démographique et sociale | 1 710,00 | 1 662,98 |
| 09 – Pilotage, soutien et formation initiale | 1 270,00 | 1 269,87 |
| Total | 5 028,00 | 4 960,45 |
| Transferts en gestion | | 0,00 |

L'action n° 01 (« Infrastructures statistiques et missions régaliennes ») comporte 1 504,74 ETPT qui correspondent à 30,3 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 06 (« Action régionale ») comporte 522,86 ETPT qui correspondent à 10,6 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 08 (« Information économique, démographique et sociale ») comporte 1 662,98 ETPT qui correspondent à 33,5 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 09 (« Pilotage, soutien et formation initiale ») comporte 1 269,88 ETPT qui correspondent à 25,6 % de l'ensemble des ETPT du programme. Il est à noter que le poids de cette action est surestimé du fait que certaines activités qui couvrent deux actions ou davantage lui sont imputées par défaut.

Les enquêteurs sont affectés aux seules actions 01 et 08 et représentent 12,6 % des ETPT du programme.

RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

| Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2021-2022 | Dépenses de titre 2 Coût total chargé (en M€) | Dépenses hors titre 2 Coût total (en M€) |
|--|---|--|
| 18,00 | 0,25 | 0,04 |

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2021-2022 : 18

Les effectifs d'apprentis pour l'année scolaire 2021/2022 s'élèvent à 18, en augmentation de 4 contrats au regard de la période 2020/2021 et se répartissent ainsi :

- Diplômes de niveau 4 (Bac) : 8 contrats, dont 4 nouvellement conclus ;
- Diplômes de niveau 3 (Bac +2 : DUT, BTS...) : 7 contrats, dont 6 nouvellement conclus ;
- Diplômes de niveau 2 (Bac +3 ou Bac +4 : licence, maîtrise ...) : 3 contrats, dont 3 nouvellement conclus ;
- Diplômes de niveau 1 (égal ou supérieur à Bac +4 ou 5 : master, doctorat, diplôme de grande école ...) : 0 contrats.

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

| Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines | | Effectifs gérés (effectifs physiques au 31 décembre 2022) |
|--|-----|---|
| | | 5 751 |
| Effectifs gérants (ETP au 31 décembre 2022) | 221 | 3,8 % |
| administrant et gérant | 134 | 2,3 % |
| organisant la formation | 43 | 0,8 % |
| consacrés aux conditions de travail | 20 | 0,3 % |
| consacrés au pilotage et à la politique des compétences | 24 | 0,4 % |

| Effectifs gérés pour le programme | Effectifs gérés pour un autre ministère |
|-----------------------------------|---|
| 5 213 | 538 |

Le ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines comprend :

- au numérateur : le nombre de « gérants » consacrant la majeure partie de leur temps de travail à la gestion du personnel (unité de compte : ETP) dans les domaines suivants : gestion administrative, formation, suivi des conditions de travail et pilotage des ressources humaines ;
- au dénominateur : le nombre d'agents gérés (unité de compte : effectifs physiques).

Le ratio est stable par rapport à 2021, les effectifs gérants évoluant dans les mêmes proportions que la population gérée. Il se maintient ainsi à 3,8 %.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie | Exécution 2021 | Prévision LFI 2022 | Exécution 2022 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| Rémunération d'activité | 233 736 892 | 234 887 619 | 235 681 848 |
| Cotisations et contributions sociales | 131 705 151 | 132 117 443 | 133 571 490 |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions : | 99 569 368 | 99 540 457 | 100 906 452 |
| – Civils (y.c. ATI) | 99 485 311 | 99 411 054 | 100 847 438 |

Statistiques et études économiques

Programme n° 220 | Justification au premier euro

| Catégorie | Exécution 2021 | Prévision LFI 2022 | Exécution 2022 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| – Militaires | 84 057 | 129 403 | 59 014 |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE) | | | |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) | | | |
| Cotisation employeur au FSPOEIE | | | |
| Autres cotisations | 32 135 783 | 32 576 986 | 32 665 038 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 1 939 204 | 1 608 740 | 2 651 852 |
| Total titre 2 (y.c. CAS Pensions) | 367 381 247 | 368 613 802 | 371 905 191 |
| Total titre 2 (hors CAS Pensions) | 267 811 879 | 269 073 345 | 270 998 739 |
| FdC et AdP prévus en titre 2 | | 800 000 | |

Le montant des allocations de retour à l'emploi s'est élevé à 0,93 M€ pour 179 bénéficiaires.

En 2022, la consommation des crédits de personnel progresse de 4,5 M€, soit 1,2 %.

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions | |
|---|---------------|
| Socle d'exécution 2021 retraitée | 264,71 |
| Exécution 2021 hors CAS Pensions | 267,81 |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2022/ 2021 | |
| Débasage de dépenses au profil atypique : | -3,10 |
| – GIPA | -0,03 |
| – Indemnisation des jours de CET | -0,84 |
| – Mesures de restructuration | -0,63 |
| – Autres dépenses de masse salariale | -1,60 |
| Impact du schéma d'emplois | -6,83 |
| EAP schéma d'emplois 2021 | -2,68 |
| Schéma d'emplois 2022 | -4,15 |
| Mesures catégorielles | 1,89 |
| Mesures générales | 4,00 |
| Rebasage de la GIPA | 0,31 |
| Variation du point de la fonction publique | 3,34 |
| Mesures bas salaires | 0,34 |
| GVT solde | 2,92 |
| GVT positif | 4,32 |
| GVT négatif | -1,40 |
| Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA | 3,30 |
| Indemnisation des jours de CET | 1,39 |
| Mesures de restructurations | 0,43 |
| Autres rebasages | 1,47 |
| Autres variations des dépenses de personnel | 1,00 |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 | 0,71 |
| Autres variations | 0,29 |
| Total | 271,00 |

L'exécution des crédits de titre 2 hors CAS Pensions du programme s'est élevée en 2022 à 271,0 M€, soit une exécution supérieure de 1,93 M€ à la prévision LFI, en raison notamment :

- d'une sur-estimation du socle d'exécution 2021 retraité lors des travaux préparatoires de la LFI (-1,54 M€) ;
- d'une sur-estimation du débasage de dépenses atypiques (+0,39 M€), essentiellement liée à une surestimation des rappels sur exercices antérieurs (+0,40 M€) ;
- d'une sous-estimation de l'impact du schéma d'emplois (-3,52 M€), résultant de l'évolution de la structure des emplois, de l'évolution des dates moyennes d'entrées/sorties et surtout de l'effet de l'anticipation sur 2020 et 2021 des réductions d'emplois attendues dans le cadre du contrat triennal 2020/2022 ;
- d'une sous-estimation des mesures catégorielles (+0,79 M€) détaillée ainsi :
 - sous-estimation de l'effet de la mise en place du RIFSEEP pour la catégorie A+ (+0,2 M€) ;
 - mise en œuvre des mesures de revalorisation des grilles de la catégorie C : +0,53 M€ (qui inclut la revalorisation de la grille indiciaire de la catégorie C pour 0,43 M€ et la bonification d'ancienneté des agents de catégorie C pour 0,10 M€) ; Bonification d'ancienneté des agents de catégorie C : 0,10 ;
 - mise en œuvre de la mesure de revalorisation des débuts de carrière grilles de la catégorie B (+0,06 M€).
- d'une sous-estimation de l'effet des mesures générales (+3,94 M€), détaillée ainsi :
 - sous estimation des dépenses liées à la GIPA (+0,25 M€) ;
 - effet de la revalorisation de l'indice minimum de traitement en lien avec les revalorisations successives du SMIC (+0,35 M€) ;
 - effet de la variation du point de la fonction publique (+3,5 % au 1^{er} juillet 2022 - +3,34 M€).
- d'une sous-estimation de l'effet du GVT (+1,81 M€) : le GVT solde s'établit à +2,92 M€, soit 1,08 % de la masse salariale, contre une enveloppe de +1,11 M€ prévue en LFI. Le GVT négatif de 1,40 M€ représente l'économie due à l'écart de rémunération entre les agents sortants et entrants du programme. Il représente une diminution de 0,52 % de la masse salariale. Les personnels ont par ailleurs connu une évolution de leur rémunération liée au GVT positif (effet de carrière). Cette évolution du GVT positif s'est élevée à 4,32 M€, représentant 1,59 % de progression de la masse salariale.
- d'une sur-estimation des dépenses regroupées sur la ligne « Rebasage de dépenses au profil atypique » (-0,45 M€), résultant d'une sous-estimation de l'indemnisation des jours de CET (+0,25 M€) et d'une sur-estimation des rappels sur exercices antérieurs (-0,53 M€) et des indemnités de départ volontaire et de rupture conventionnelle (-0,17 M€) ;
- d'une sous-estimation des variations du poste « Autres variations des dépenses de personnel » (+0,52 M€), recouvrant un recours plus important aux rétablissements de crédits (-0,46 M€), une diminution des indemnités servies aux enquêteurs dans le cadre des enquêtes difficiles (-0,24 M€), la mise en œuvre de l'indemnité télétravail (+0,83 M€) et le versement exceptionnel de l'indemnité inflation (+0,17 M€). On observe par ailleurs une augmentation des prestations et allocations diverses (+0,39 M€) telles que le remboursement de transports domicile-travail, le capital-décès ou les allocations de retour à l'emploi, mais une dépense moins importante qu'attendue sur la prestation sociale complémentaire (-0,17 M€).

La rubrique « autres dépenses de masse salariale » correspond aux rappels sur exercices antérieurs versés sur l'année 2021. La rubrique « autres rebasages » correspond aux rappels sur exercices antérieurs versés sur l'année 2022.

La variation de la dépense de l'indemnité exceptionnelle de compensation de la CSG (IECSG) entre 2021 et 2022 est égale à – 11 636,28 €.

L'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat, prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008, a été versée à 816 agents de l'Insee des catégories A+, A, B et C pour un montant total de 311 119,72 €.

Le montant des mesures bas salaires s'est élevé à 0,34 M€ au bénéfice de 652 agents.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS | | | dont rémunérations d'activité | | |
|---------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
| | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie |
| 1024 – Catégorie A+ | 117 794 | 113 721 | 106 980 | 101 311 | 103 063 | 97 250 |
| 1025 – Catégorie A | 66 158 | 70 691 | 71 960 | 56 085 | 63 239 | 63 202 |
| 1026 – Catégorie B | 41 582 | 45 830 | 45 510 | 34 044 | 40 723 | 39 940 |
| 1027 – Catégorie C | 37 739 | 36 861 | 36 193 | 26 729 | 29 416 | 28 549 |

Le tableau ci-dessus détaille par catégorie les coûts moyens d'entrée et de sortie, ainsi que les coûts moyens globaux à l'issue de la gestion 2022. Ces coûts s'entendent charges patronales incluses, hors CAS « Pensions » et hors prestations sociales et intègrent l'effet des mesures générales et catégorielles intervenues en 2022.

Il est à observer que, pour la catégorie A+, le coût des sortants est inférieur au coût global. Ceci est la conséquence de la politique d'essaimage des corps de l'Insee vers les services statistiques ministériels et autres organismes, les entrées correspondant pour une partie importante à des agents seniors alors que les sorties correspondent souvent à des agents en première partie de carrière. Par ailleurs, il convient de relever la forte volatilité de ces données, les calculs étant établis sur une très petite population et étant donc très sensibles aux profils individuels des mobilités constatées.

Il est à relever que, afin d'éviter une rupture de séries, les coûts pour les agents des catégories A+ et A n'intègrent pas les élèves fonctionnaires scolarisés à l'ENSAE et à l'ENSAI, transférés sur le programme 220 en 2017, mais dont la structure de rémunération diffère très sensiblement de celle des titulaires.

À l'issue de la gestion 2022, les coûts moyens des agents sont de 113 721 € pour un agent de catégorie A+, 70 691 € pour un agent de catégorie A, 45 830 € pour un agent de catégorie B et 36 861 € pour un agent de catégorie C.

MESURES CATÉGORIELLES

| Catégorie ou intitulé de la mesure | ETP concernés | Catégories | Corps | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2022 | Coût | Coût en année pleine |
|--|---------------|------------|-------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|------------------|----------------------|
| Mesures statutaires | | | | | | 874 823 | 874 823 |
| Revalorisation de la grille indiciaire de la catégorie C | 490 | C | Adjoints administratifs INSEE | 01-2022 | 12 | 526 812 | 526 812 |
| Révision de la circulaire d'emplois des enquêteurs | 640 | C | Enquêteurs INSEE | 01-2022 | 12 | 292 162 | 292 162 |
| Revalorisation des débuts de carrière de la catégorie B | 1 300 | B | Contrôleurs INSEE | 01-2022 | 12 | 55 849 | 55 849 |
| Mesures indemnitaires | | | | | | 1 014 600 | 1 106 836 |
| Mise en place du RIFSEEP catégorie A+ | 340 | A+ | Administrateurs INSEE | 02-2022 | 11 | 1 014 600 | 1 106 836 |
| Total | | | | | | 1 889 423 | 1 981 659 |

Les mesures catégorielles de 2022 s'élèvent à 1,89 M€, hors CAS Pensions.

Cette enveloppe a permis de financer, au titre des mesures statutaires :

- la revalorisation des grilles des agents de catégorie C (0,53 M€) ;
- la révision de la circulaire fixant les conditions d'emploi des enquêtrices et enquêteurs de l'Insee à destination des personnels des catégories C de l'Insee (0,29 M€) ;
- la revalorisation des deux premiers grades de la catégorie B (0,06 M€)

Au titre des mesures indemnitaires, l'exercice 2022 a vu la mise en place du passage des agents de catégorie A+ au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'expérience professionnelle (RIFSEEP) pour un coût de 1,01 M€.

■ ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total |
|-------------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Restauration | | 410 060 | | 410 060 |
| Mutuelles, associations | | 207 133 | | 207 133 |
| Total | | 617 193 | | 617 193 |

L'action sociale ministérielle (aide aux familles, logement, restauration, secours, ...) est portée par le secrétariat général des ministères économiques et financiers. Les principaux dispositifs, montants et bénéficiaires sont présentés dans la partie « JPE » du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines ».

Dépenses pluriannuelles

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022 | CP 2022 |
|--|--|
| AE ouvertes en 2022 * (E1) 78 742 551 | CP ouverts en 2022 * (P1) 77 591 110 |
| AE engagées en 2022 (E2) 72 902 955 | CP consommés en 2022 (P2) 73 937 222 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2022 (E3) 2 228 948 | dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) 17 259 931 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2022 (E4 = E1 - E2 - E3) 3 610 648 | dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) 56 677 291 |

RESTES À PAYER

| | | | | | |
|---|---|---|---|--|--|
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut (R1) 48 858 058 | | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021 (R2) 0 | | | | | |
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net (R3 = R1 + R2) 48 858 058 | – | CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) 17 259 931 | = | Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R4 = R3 - P3) 31 598 128 | |
| AE engagées en 2022 (E2) 72 902 955 | – | CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) 56 677 291 | = | Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R5 = E2 - P4) 16 225 664 | |
| | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R6 = R4 + R5) 47 823 792 | |
| | | | | | Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022 (P5) 3 174 747 |
| | | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022 (P6 = R6 - P5) 44 649 045 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

En fin d'année 2022, le montant des restes à payer est de 47,82 M€ soit une diminution de 1,04 M€ par rapport au 31/12/2021.

Cette variation est essentiellement liée à la contractualisation de baux entre l'INSEE et ses différents co-contractants. En effet, au cours de l'année 2021, de nombreux engagements (AE) ont été effectués afin de permettre notamment le renouvellement de trois baux. Ces opérations budgétaires pluriannuelles de fin d'année se sont concrétisées par des consommations de CP en 2022. En conséquence, une diminution des RAP est constatée de l'ordre de 1,04 M€.

Justification par action

ACTION

01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes | 101 904 167 | 30 962 704 | 132 866 871 | 101 904 167 | 30 703 023 | 132 607 190 |
| | 108 644 709 | 31 267 599 | 139 912 308 | 108 644 709 | 32 314 635 | 140 959 344 |

L'action n° 01 « Infrastructures Statistiques et missions régaliennes » regroupe les activités à caractère régalien : comptes nationaux (y compris le Rapport sur les comptes de la Nation), indice des prix à la consommation, recensement de la population, registres des personnes physiques (état civil et fichier électoral), répertoire SIRENE des entreprises et des établissements. Elle comprend aussi la mise à disposition de l'information à tous les publics ainsi que les travaux relatifs aux normes et nomenclatures, la méthodologie, la coordination statistique et internationale.

La comptabilité nationale permet d'établir les références macroéconomiques majeures nécessaires au pilotage économique et social, l'indice des prix à la consommation constituant l'une de ces références. La tenue des répertoires se fait en partenariat avec les mairies pour le répertoire national d'identification des personnes physiques et le fichier électoral et en collaboration avec les centres de formalités des entreprises et d'autres organismes publics pour le répertoire national des entreprises et des établissements.

L'objectif du recensement est la production de résultats fiables et récents relatifs à la population légale de chaque commune et à ses caractéristiques socio-démographiques. Depuis 2004, cette opération est annualisée, avec une enquête exhaustive tous les cinq ans par rotation dans les communes de moins de 10 000 habitants et un sondage annuel dans les communes de 10 000 habitants ou plus. Pendant deux mois, près de 24 000 agents recenseurs, recrutés par les communes et assistés de près de 400 superviseurs de l'Insee assurent la phase de collecte. Les recensements des collectivités d'outre-mer sont quinquennaux.

Tous les ans, les populations légales sont authentifiées par décret à la fin décembre. Les principaux résultats statistiques sont publiés en juillet de l'année suivante et les bases de données infra-communales sont diffusées quelques mois plus tard, gratuitement sur le site www.insee.fr.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 101 904 167 | 108 644 709 | 101 904 167 | 108 644 709 |
| Rémunérations d'activité | 64 934 957 | 68 729 624 | 64 934 957 | 68 729 624 |
| Cotisations et contributions sociales | 36 524 467 | 39 480 819 | 36 524 467 | 39 480 819 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 444 743 | 434 266 | 444 743 | 434 266 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 7 718 923 | 8 938 751 | 7 459 242 | 10 128 928 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 7 718 923 | 8 941 251 | 7 459 242 | 10 131 428 |
| Subventions pour charges de service public | | -2 500 | | -2 500 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 47 393 | | |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 47 393 | | |

Statistiques et études économiques

Programme n° 220 | Justification au premier euro

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 23 243 781 | 22 281 456 | 23 243 781 | 22 185 707 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 23 243 781 | 22 262 712 | 23 243 781 | 22 166 963 |
| Transferts aux autres collectivités | | 18 744 | | 18 744 |
| Total | 132 866 871 | 139 912 308 | 132 607 190 | 140 959 344 |

TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 1 504,74 ETPT ont été consommés, répartis en 94,39 ETPT d'agents de catégorie A+, 361,76 ETPT d'agents de catégorie A, 720,38 ETPT d'agents de catégorie B et 328,21 ETPT d'agents de catégorie C. En catégorie C, l'activité des enquêteurs de l'Insee prise en compte ici est celle des enquêteurs réalisant la collecte de l'indice des prix à la consommation et les opérations récurrentes d'enquêtes liées au recensement. Elle a représenté 137,24 ETPT. Par rapport au RAP 2021 (1 436,04 ETPT), les effectifs de l'action n° 01 augmentent de 68,70 ETPT, soit +4,78 %.

TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

La consommation figurant dans Chorus s'élève à 9,0 M€ en AE et 10,1 M€ en CP.

CRÉDITS RELATIFS AU RECENSEMENT DE LA POPULATION (5,4 M€ en AE et 5,8 M€ en CP) :

Les dépenses relatives au recensement de la population comprennent :

- 2,4 M€ en AE et 2,7 M€ en CP pour la saisie, par lecture optique, des bulletins du recensement et les prestations d'impression ;
- 1,9 M€ en AE et 1,8 M€ en CP pour les frais de déplacement répartis en 0,9 M€ en AE et 0,8 M€ en CP de dépenses de location de véhicules et 1,0 M€ en AE et en CP d'indemnités de déplacement des superviseurs ;
- 1,1 M€ en AE et 1,3 M€ en CP pour des dépenses diverses (mobilier, fournitures, formation, téléphonie, communication).

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INFORMATIQUE HORS RECENSEMENT (3,6 M€ en AE et 4,3 M€ en CP) :

Les dépenses concernant les autres activités relatives à cette action, telles que l'élaboration de l'indice des prix à la consommation, la gestion du fichier électoral, de celui de l'état-civil et du répertoire des entreprises et établissements (SIRENE) ou la diffusion de l'information statistique, se ventilent comme suit :

- 0,4 M€ en AE et en CP pour l'affranchissement et les prestations d'impression ;
- 0,8 M€ en AE et en CP pour des frais de déplacement dont une partie est afférente aux déplacements des enquêteurs ;
- 2,0 M€ en AE et 2,7 M€ en CP de dépenses informatiques (saisie, achat de fichiers, entretiens de logiciels...) ;
- 0,4 M€ en AE et en CP de dépenses diverses (mobilier, fournitures, formation, communication).

TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION

Les transferts aux collectivités territoriales correspondent pour l'essentiel à la dotation forfaitaire versée aux communes pour le recensement de la population en métropole et dans les DOM et à la subvention versée à l'ISPF pour le recensement de la population de Polynésie Française.

Les transferts aux autres collectivités concernent des subventions à des organismes de statistiques internationaux

ACTION**06 – Action régionale**

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 06 – Action régionale | 48 349 085 | 960 321 | 49 309 406 | 48 349 085 | 960 018 | 49 309 103 |
| | 44 356 101 | 1 170 824 | 45 526 925 | 44 356 101 | 1 212 533 | 45 568 634 |

L'action n° 06 « Action régionale » comprend deux types d'activités, dont le bon exercice nécessite une proximité géographique avec les bénéficiaires que sont les décideurs régionaux et locaux dans les régions, départements et territoires :

- la production et les analyses d'informations locales ;
- les études et collaborations réalisées en partenariat avec les acteurs publics en région.

Seuls les « acteurs publics en région » (APR) bénéficient d'un service spécifique auprès des directions régionales. L'action régionale en direction régionale comporte donc une part faible de fonction diffusion (principalement la production d'une « offre de base » : bilan économique et social, tableaux économiques régionaux, alimentation de sites Internet régionaux...) et une part importante de collaborations notamment (dans le cadre de conventions) avec les APR.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 48 349 085 | 44 356 101 | 48 349 085 | 44 356 101 |
| Rémunérations d'activité | 30 808 806 | 28 042 653 | 30 808 806 | 28 042 653 |
| Cotisations et contributions sociales | 17 329 268 | 16 162 337 | 17 329 268 | 16 162 337 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 211 011 | 151 111 | 211 011 | 151 111 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 960 321 | 1 157 824 | 960 018 | 1 199 533 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 960 321 | 1 157 824 | 960 018 | 1 199 533 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 13 000 | | 13 000 |
| Transferts aux autres collectivités | | 13 000 | | 13 000 |
| Total | 49 309 406 | 45 526 925 | 49 309 103 | 45 568 634 |

TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 522,86 ETPT ont été consommés, répartis en 26,53 ETPT d'agents de catégorie A+, 244,96 ETPT d'agents de catégorie A, 222,20 ETPT d'agents de catégorie B et 29,16 ETPT d'agents de catégorie C. Par rapport au RAP 2021 (610,84 ETPT) les effectifs de l'action n° 06 diminuent de 87,98 ETPT, soit -14,40 %,

TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de cette action s'élèvent à 1,2 M€ en AE et en CP.

Elles couvrent les frais induits par les études réalisées en partenariat avec les acteurs publics régionaux, la production de publications régionales, ainsi que la réalisation d'extensions d'enquêtes nationales correspondant à des extensions d'échantillon visant à satisfaire des besoins d'informations régionales.

Les dépenses sont pour l'essentiel, des dépenses d'impression, de frais de communication, de documentation et d'études pour 1,0 M€ en AE et en CP, et des frais de déplacement pour 0,2 M€ en AE et en CP.

TITRE 5 : DÉPENSES D'INTERVENTION

Cette dépense correspond à la subvention versée au Centre Européen de promotion de l'histoire dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire organisés à Blois.

ACTION

08 – Information économique, démographique et sociale

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 08 – Information économique, démographique et sociale | 114 931 665 | 6 214 567 | 121 146 232 | 114 931 665 | 6 221 907 | 121 153 572 |
| | 114 536 000 | 5 082 225 | 119 618 225 | 114 536 000 | 4 945 065 | 119 481 064 |

L'action n° 08 « Information économique, démographique et sociale » regroupe les activités concernant l'information économique, démographique et sociale aux travers des enquêtes et études économiques relatives aux entreprises et aux ménages. Elle traite notamment :

- **les statistiques conjoncturelles d'entreprises** : production de données conjoncturelles (indice de chiffre d'affaires, de stocks, de prix à la production, à l'exportation ou à l'importation, indice de la production industrielle, indice du coût de la construction, données sur la démographie des entreprises) ;
- **les statistiques structurelles d'entreprises** : production de données structurelles sur les entreprises à partir de l'exploitation des données fiscales et des données des enquêtes annuelles auprès des entreprises ;
- **les études et synthèses économiques** : en vue d'identifier et de mieux comprendre les évolutions à court, moyen et long terme de l'économie française, des études de synthèse sont publiées, notamment la Note de conjoncture de l'Insee ;
- **Les études démographiques (hors recensement), de ressources et de conditions de vie** : entrent dans ce champ les investigations démographiques, mobilisant notamment les données d'état-civil et les résultats spécifiques sur la population française, les enquêtes à périodicité de quatre à dix ans auprès des ménages sur des thèmes relatifs à des politiques publiques (éducation, logement, budget des familles, personnes sans domicile, dépendance, etc.) ainsi que des enquêtes et études sur des aspects de la vie sociale (utilisation du temps, patrimoine, sécurité, isolement social par exemple) ;
- **les études sur la formation, l'emploi et les revenus** : l'Insee réalise des enquêtes et études dans le domaine de l'emploi permettant de suivre l'évolution du chômage et de l'emploi. La référence majeure est l'Enquête Emploi réalisée en continu auprès des ménages et répondant à des normes européennes et internationales. S'agissant des revenus, les travaux reposent essentiellement sur la mobilisation des sources administratives et en particulier la déclaration sociale nominative (DSN) ;
- **les études sociales** : en collaboration avec d'autres organismes d'études, l'Insee réalise des documents de synthèse sur les évolutions de la société française, la référence majeure sur ce point étant la publication annuelle « France, portrait social ».

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 114 931 665 | 114 536 000 | 114 931 665 | 114 536 000 |
| Rémunérations d'activité | 73 236 284 | 74 438 610 | 73 236 284 | 74 438 610 |
| Cotisations et contributions sociales | 41 193 781 | 39 718 614 | 41 193 781 | 39 718 614 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 501 600 | 378 775 | 501 600 | 378 775 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 6 214 567 | 5 055 825 | 6 221 907 | 4 878 825 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 6 214 567 | 5 055 825 | 6 221 907 | 4 878 825 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 26 400 | | 66 240 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 26 400 | | 66 240 |
| Total | 121 146 232 | 119 618 225 | 121 153 572 | 119 481 064 |

TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 1 662,98 ETPT ont été consommés, répartis en 117,64 ETPT d'agents de catégorie A+, 393,08 ETPT d'agents de catégorie A, 540,80 ETPT d'agents de catégorie B et 611,47 ETPT d'agents de catégorie C. En catégorie C, l'activité des enquêteurs de l'Insee prise en compte ici est essentiellement celle des enquêtes ménages. Elle a représenté 486,56 ETPT. Par rapport au RAP 2021 (1 695,60 ETPT), les effectifs de l'action n° 08 diminuent de 32,62 ETPT, soit -1,92 %.

TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Ces dépenses correspondent aux frais généraux liés à la réalisation des enquêtes auprès des entreprises pour la collecte des données structurelles et conjoncturelles, des enquêtes pérennes auprès des ménages, des enquêtes ponctuelles, à la production de données d'études dans les domaines de l'emploi, des revenus, des ressources et des conditions de vie des ménages et aux travaux menés avec Eurostat.

Les dépenses de fonctionnement de cette action, soit 5,1 M€ en AE et 4,9 M€ en CP comprennent essentiellement :

- 0,5 M€ en AE et 0,4 M€ en CP pour les frais d'affranchissement ;
- 0,2 M€ en AE et en CP pour l'impression et la documentation ;
- 2,0 M€ en AE et en CP pour les frais de déplacement des enquêteurs (y compris la location de véhicules) ;
- 2,1 M€ en AE et en CP pour les dépenses informatiques ;
- 0,3 M€ en AE et 0,2 M€ en CP pour les dépenses diverses, comprenant notamment des frais de communication et de formation.

TITRE 5 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement très limitées (0,02 M€ en AE et 0,07 M€ en CP) correspondent à des dépenses informatiques liées à l'urbanisation, aux métiers et à la cartographie des métiers.

Statistiques et études économiques

Programme n° 220 Justification au premier euro

ACTION

09 – Pilotage, soutien et formation initiale

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 09 – Pilotage, soutien et formation initiale | 104 228 885 | 32 709 636 | 136 938 521 | 104 228 885 | 35 832 274 | 140 061 159 |
| | 104 368 381 | 35 382 306 | 139 750 688 | 104 368 381 | 35 464 989 | 139 833 370 |

L'action n° 09 « Pilotage, soutien et formation initiale » recouvre le pilotage, l'organisation et la coordination des fonctions support de l'ensemble des services centraux et régionaux de l'Insee. Au delà des moyens de la direction générale de l'Insee et des services qui lui sont directement rattachés, elle regroupe :

- les fonctions de l'inspection générale de l'Insee ainsi que l'ensemble des fonctions de nature transverse : direction dans les établissements régionaux, gestion des ressources humaines et financières, logistique, ... ;
- les moyens engagés pour le support informatique, tout particulièrement les dépenses dites socle d'infrastructure et de maintenance des applications ;
- la formation continue des agents, notamment dispensée par le centre de formation Insee de Libourne (CEFIL), et la formation des élèves fonctionnaires suivant leur scolarité initiale au sein d'une des deux écoles du Groupe des Écoles nationales d'Économie et statistique (GENES) : l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (ENSAE) et l'École Nationale de la Statistique et de l'Analyse de l'Information (ENSAI). La formation de statisticiens-économistes pour l'administration et le secteur public est une mission de l'Insee. Elle contribue à la diffusion et au développement des connaissances dans les domaines de la statistique, de l'économie, de la finance, de la sociologie quantitative et du traitement de l'information ;
- la communication générale de l'Institut.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 104 228 885 | 104 368 381 | 104 228 885 | 104 368 381 |
| Rémunérations d'activité | 66 416 598 | 64 470 962 | 66 416 598 | 64 470 962 |
| Cotisations et contributions sociales | 37 357 401 | 38 209 720 | 37 357 401 | 38 209 720 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 454 886 | 1 687 700 | 454 886 | 1 687 700 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 32 709 636 | 34 455 559 | 35 832 274 | 33 997 390 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 32 709 636 | 34 455 559 | 35 832 274 | 33 997 390 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 904 748 | | 1 445 598 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 904 748 | | 1 445 598 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 22 000 | | 22 000 |
| Transferts aux autres collectivités | | 22 000 | | 22 000 |
| Total | 136 938 521 | 139 750 688 | 140 061 159 | 139 833 370 |

TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 1 269,88 ETPT ont été consommés, répartis en 105,37 ETPT d'agents de catégorie A+, 438,68 ETPT d'agents de catégorie A, 531,80 ETPT d'agents de catégorie B et 149,02 ETPT d'agents de catégorie C. Par rapport au RAP 2021 (1 286,09 ETPT), les effectifs de l'action n° 09 diminuent de 16,21 ETPT, soit -1,26 %.

TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement au titre de cette action s'élèvent à 34,5 M€ en AE et 34,0 M€ en CP. Elles se répartissent en cinq grandes catégories :

1. les dépenses liées à l'occupation des locaux pour un montant de 15,3 M€ en AE et 14,8 M€ en CP, détaillées ainsi :
 - 9,2 M€ en AE et 5,2 M€ en CP pour les loyers et les charges ;
 - 2,5 M€ en AE et 2,6 M€ en CP pour les impôts et taxes ;
 - 1,5 M€ en AE et 1,6 M€ en CP pour l'entretien des bâtiments ;
 - 2,6 M€ en AE et 3,3 M€ en CP pour le nettoyage et le gardiennage des locaux ;
 - 0,2 M€ en AE et en CP pour l'achat et la location d'équipement, de fournitures et de mobilier ;
 - -0,7 M€ en AE et 1,9 M€ en CP pour les dépenses de fluides, le montant négatif en AE s'expliquant par le retrait des engagements faisant suite à la défection d'un prestataire d'électricité.
2. les dépenses informatiques, à hauteur de 9,6 M€ en AE et 10,1 M€ en CP ventilées en :
 - 5,5 M€ en AE et 5,5 M€ en CP pour l'achat de matériel et de prestations de maintenance et d'entretien des logiciels informatiques ;
 - 4,1 M€ en AE et 4,6 M€ en CP pour des prestations d'études, d'assistance et de redevances et des achats divers ;
3. les frais de déplacement et les dépenses de formation pour un montant de 3,1 M€ en AE et 3,3 M€ en CP :
 - 1,3 M€ en AE et en CP pour les frais de déplacement, dont 0,3 M€ pour les indemnités de changement de résidence et les congés bonifiés ;
 - 0,5 M€ en AE et 0,6 M€ en CP pour l'achat, la location et l'entretien de matériel de transport ;
 - 1,3 M€ en AE et 1,4 M€ en CP pour la formation.
4. les dépenses diverses de fonctionnement courant à concurrence de 2,4 M€ en AE et 2,6 M€ en CP, couvrant des dépenses d'impression, de documentation et de communication, ainsi que les subventions aux restaurants administratifs.
5. la dernière catégorie correspond aux dépenses d'affranchissement et de téléphonie qui n'ont pu être ventilées sur les actions n° 01, n° 06 et n° 08, pour un montant de 4,1 M€ en AE et 3,2 M€ en CP.

TITRE 5 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1,0 M€ en AE et à 1,5 M€ en CP. Elles correspondent à des travaux immobiliers pour 0,9 M€ en AE et 1,4 M€ en CP, et à des investissements informatiques pour 0,1 M€ en AE et en CP.

TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION

Ces dépenses correspondent à des versements à des associations de restauration, sportive ou culturelle à destination des agents de l'Insee, pour un montant égal à 0,02 M€ en AE et en CP.